

**Arrêté de création de comité de sélection  
au titre des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par  
concours des enseignants-chercheurs**

**LE PRESIDENT de l'UNIVERSITE PARIS CITE,**

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;

VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-I-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51 (PR) ;

VU le décret n° 2022-822 du 16 mai 2022 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps des fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences ;

VU le cas échéant, l'avis du directeur de la composante L713-9 concernée par un recrutement sur emploi d'enseignant-chercheur ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l' UNIVERSITE PARIS CITE dans sa séance du 26/02/2026, portant avis favorable sur la composition structurelle des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-chercheurs ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l' UNIVERSITE PARIS CITE dans sa séance du 26/02/2026, portant avis favorable sur la composition nominative des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-chercheurs et sur la nomination des président et vice-président des comités de sélection,

**ARRETE :**

Article 1 : Un comité de sélection chargé, dans une première séance d'examiner les candidatures, puis dans une deuxième séance d'auditionner les candidats et de classer les candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi 260523 en 11 - Etudes anglophones, 22 - Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes..., pour une prise de fonctions le 01/09/2026.

Article 2 : Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus :

--	--	--	--	--

<b>Civilité</b>	<b>Nom d'usage</b>	<b>Prénom</b>	<b>Interne ou externe</b>	<b>Spécialiste ou non spécialiste</b>
Monsieur	FARGES	PATRICK	Interne	Spécialiste
Monsieur	BETHMONT	REMY	Externe	Spécialiste
Monsieur	GLEDHILL	CHRISTOPHER	Interne	Non spécialiste
Madame	BERTHEZENE	CLARISSE	Interne	Spécialiste
Madame	RICHER	FRANCOISE	Interne	Non spécialiste
Madame	KOBER-SMITH	ANEMONE	Externe	Spécialiste
Madame	PARAGEAU	SANDRINE	Externe	Spécialiste
Monsieur	DAVIE	NEIL	Externe	Spécialiste
Madame	RAINHORN	JUDITH	Externe	Spécialiste
Monsieur	BELLANGER	Emmanuel	Externe	Spécialiste
Madame	BARRET-DUCROCQ	Myriam-Isabelle	Externe	Spécialiste

Article 3 : Est nommé(e) président.e du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus, et le cas échéant, est nommé(e) vice-président.e :

FARGES PATRICK

BERTHEZENE CLARISSE

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de l'Université est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté.



Université  
Paris Cité

Emmanuelle LE QUELLEC  
Pour le Président et par délégation  
Directrice déléguée Développement RH,  
Parcours et Organisations - DGDRHO

### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis-, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.